

Idate : « La France n'a pas à rougir de son très haut débit »

« Le LTE et la fibre optique forment une synergie qui alimente le backhaul des opérateurs, analysait **François Quentin**, président de Huawei France, en amont du Broader Way Forum 2013 organisé à Paris, mercredi 17 avril par l'équipementier chinois. *Huawei a beaucoup investi dans ce domaine.* » Notamment avec 75 réseaux LTE/4G déployés dans le monde.

De fait, le très haut débit, fixe et mobile, s'étend en Europe, même si la région reste en retrait par rapport à l'Amérique et l'Asie à cause du retard pris dans l'attribution des licences mobiles, notamment. Le Vieux continent compte ainsi 2,6 millions d'abonnés 4G sur les 65,3 millions évalués dans le monde à fin 2012, selon une étude de l'Idate réalisée pour l'occasion du forum.

Inutile de s'attarder sur les chiffres français, pour l'heure insignifiants, avec de premières offres commerciales lancées en fin d'année dernière.

Globalement, en matière de 4G, le marché européen est dominé par l'Allemagne avec 570.000 comptes. Notons que la Suède a commencé à déployer ses offres commerciales LTE dès fin 2009. Mais faute de terminaux compatibles avec les bandes de fréquences européennes et de services peu innovants, les abonnés ne se sont pas bousculés.

289 millions d'abonnés très haut débit fixe

Le marché est plus dynamique sur le fixe. À mi 2012, les réseaux très haut débit, toutes technologies confondues (FTTx, câble, VDSL) attiraient 289 millions d'abonnés à l'échelle mondiale, dont l'essentiel (74% des connexions FTTB/H) est situé en Asie.

En se classant neuvième sur dix du marché des abonnés d'Europe de l'Ouest avec 960.000 abonnés FTTH/FTTB fin 2012, « *la France n'a pas à rougir*, estime **Roland Montagne**, directeur de l'unité télécoms à l'Idate. *Mais, fait-il remarquer, le pays ne compte que 3% des connexions fibre à domicile (FTTH)* ». Soit 1,3 million de prises (activées ou non).

Le reste, 4,7 millions de prises, sont le fait de Numericable (FTTB) qui totalise près de 35% des abonnés très haut débit. Taux auquel il faut ajouter les 30% des usagers de Bouygues Telecom qui s'appuie sur l'infrastructure de Numericable.

Au final, sur les 1,6 million de foyers bénéficiant du très haut débit fin 2012 (30 Mbit/s et plus), le FTTH n'en regroupe que 315.000 chez Orange et SFR principalement, [selon l'Observatoire des marchés de l'Arcep](#).

Les usages du très haut débit

En termes d'usages, « *s'il n'y a pas d'application nécessitant du 100 Mbit/s*, souligne Roland Montagne, *il y en a plusieurs qui arrivent ensemble dans un même foyer* ». Une consommation des débits encouragée

par la multiplication des usages mobiles induits par les smartphones et tablettes sur le wifi.

Sans oublier les applications de télévision connectée et de visiophonie appelées à se développer dans les foyers. « 40% des appels Skype se font en vidéo aujourd'hui. Il y a fort à parier que cette vidéocommunication se développera sur les écrans plats du foyer. »

Du côté des entreprises, l'accès au très haut débit s'impose aujourd'hui pour assurer leur développement. Les liaisons rapides s'avèrent indispensables face aux usages de plus en plus massifs des applications cloud : applications métiers, vidéoconférence, formation en ligne, etc. Les villes qui cherchent à mettre en œuvre de nouveaux services (de réseau, stockage, capteurs...) rencontrent des besoins similaires.

La fibre freinée par les financements

Faute d'alternative xDSL efficace, le déploiement des technologies FTTx s'imposera inévitablement, donc. À condition de surmonter les freins, essentiellement économiques. Le coût de construction du réseau fibré à l'échelle nationale est estimé entre 20 et 30 milliards d'euros. Aucun opérateur ne pouvant supporter cette charge, l'impulsion publique est nécessaire.

« La France est très bien lotie en termes d'investissements publics. » L'analyste fait référence aux 2 milliards d'euros investis par les collectivités locales ces dix dernières années dans les réseaux d'initiative publique (RIP) pour résorber les zones blanches (dégrouper les centraux téléphoniques (NRA) et déploiement de réseaux hertziens).

Mais les projets de RIP connaissent un ralentissement depuis 2011, note l'Idate. Notamment en raison du basculement vers les réseaux du haut vers le très haut débit nécessitant une phase d'étude plus longue. C'est le rôle des SDTAN (schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique) apparus entre 2010 et 2012. Ensuite vient l'équation financière et la recherche des budgets nécessaires aux investissements.

Fin septembre 2012, la France comptait 368 projets de RIP. Dont 149 sur les zones de plus de 30 000 habitants. « On est aujourd'hui au départ du très haut débit, mais on ne part pas de zéro », conclut Roland Montagne sur une note optimiste.

Voir aussi

[Quiz Silicon.fr – Le vocabulaire des télécoms](#)